

Compétences complémentaires techniques des journalistes : pas comme ça !

Même expérimentale, même circonscrite à la chaîne-info, l'extension des compétences complémentaires des journalistes à des activités techniques (mixage, assemblage/montage, infographie....) ne peut se décider en une seule journée de négociation, fût-elle imposée par une décision de justice !

Le Snj-CGT dénonce les méthodes de la direction qui continue de passer en force sur les nouveaux métiers de la chaîne-info comme elle l'a fait pour la fusion des rédactions nationales de la 2 et la 3 !

Le couteau sous la gorge, à coup de chantage à la fermeture de la chaîne-info Voilà un dialogue social qui ne grandit pas une direction obsédée par sa volonté d'imposer un modèle économique pour « France info : », avec de nouvelles pratiques professionnelles plus économiques !

Mais pour les journalistes, c'est l'évolution de notre modèle éditorial qui est en jeu ! Ce sont les pratiques d'un métier, acteur fondamental de la vie démocratique, qui sont menacées.

Davantage de tâches techniques, c'est moins de temps pour le travail journalistique ! Moins les journalistes ont de temps pour s'informer, enquêter, vérifier, corriger, plus les risques éditoriaux et psycho-sociaux s'élèvent !

Moins ils ont de temps pour réfléchir, moins l'esprit critique s'exerce, plus le risque de céder à la facilité, à la pensée unique s'élève ! Même pour un sujet d'1'30 ! Et surtout s'il doit passer « en boucle » dans plusieurs JT !

Revendiquer le temps de la réflexion c'est tout sauf ringard, et c'est même - dans la période dangereusement troublée que nous vivons - totalement responsable ! Tous les journalistes de FTV le savent : on est plus intelligent à plusieurs - en particulier à 2 au montage - que tout seul, surtout quand il faut aller vite.

Plus on pratique le métier des autres, plus on menace de disparition les emplois liés à ces métiers « usurpés » !

Si le débat et même la négociation sur l'évolution du métier de journaliste, la reconnaissance de compétences complémentaires à venir ou déjà pratiquées sauvagement doivent avoir lieu à FTV, le temps de la réflexion et du dialogue ne doit pas être volé !

Le Snj-CGT a consulté ses instances et ses adhérents qui, à 86%, ont refusé l'accord-ultimatum dont les termes ne proposent pas d'autre voie que la polyvalence.

A Paris le 20 septembre 2016